

Des Roms se mobilisent à travers l'Europe pour dénoncer le racisme

Les manifestants critiquent la politique du gouvernement italien et déplorent les agressions

BUDAPEST - *envoyé spécial*

Toutes les nuits, Bela Racz refait le même cauchemar. Pendant que sa femme et ses enfants dorment tranquillement, quelqu'un met le feu à la maison familiale. « Pour nous, les Roms, c'est une peur qui remonte à mille ans, souffle ce Hongrois. Et l'actualité nous montre qu'elle n'est pas sans fondement. »

Bela Racz est à l'initiative d'une manifestation organisée, jeudi 9 août à Budapest, devant le ministère des affaires étrangères hongrois, accusé de garder le silence sur les agressions dont les Roms d'origine hongroise font l'objet à l'étranger. Vingt-trois associations se sont jointes à sa démarche, et malgré la canicule une centaine de personnes sont venues soutenir les victimes des dernières violences en date.

Le 23 juin, des ultranationalistes ont attaqué un camp de Roms dans l'ouest de l'Ukraine. Ils ont tué une personne et en ont blessé plusieurs autres, dont un enfant. « Une école maternelle a été incendiée, une famille a également perdu sa maison et reste, à ce jour, sans aucune aide des pouvoirs publics », dénonce Istvan Vavrek, un autre représentant des Roms, qui habite en Slovaquie, dans une région gouvernée jusqu'à l'année dernière par un néonazi multipliant les incitations à la haine à l'encontre des « Tsiganes criminels ».

« On ne veut plus que des gens meurent dans l'indifférence des dirigeants politiques »

ERNŐ KADET
militant de l'association
Roma Sajtöközpont

En marge des commémorations traditionnelles du génocide des Roms par les nazis, le 2 août, des manifestations ont été préparées de manière coordonnée dans neuf pays européens. « En Bulgarie et en Roumanie, on a réussi à mobiliser plus de mille personnes, se réjouit Ernő Kadet, un militant de l'association Roma Sajtöközpont. On ne veut plus que des gens meurent dans l'indifférence des dirigeants politiques. Et on veut démontrer notre détermination face aux propos tenus sur nous par Matteo Salvini. »

Le ministre italien de l'intérieur, qui est aussi vice-premier ministre, est l'autre cible des manifestants. Le 18 juin, le président de la Ligue (extrême droite) a proposé un recensement national de la communauté rom, pour faciliter les expulsions des personnes en situation irrégulière. Matteo Salvini en a aussi profité pour glisser qu'il regrettait que son pays doive, « mal-

heureusement », garder les Roms de nationalité italienne. « On veut nous fichier comme par le passé et il en va de notre responsabilité de ne pas laisser de nouveau le fascisme envahir l'Europe », lance Bela Racz. Selon lui, si la colère des Roms s'exprime maintenant, c'est parce que la provocation du dirigeant italien survient dans un contexte de régression générale, dont les élus d'extrême droite ne sont pas les seuls responsables.

Lors de la campagne pour sa réélection, en mars, le premier ministre conservateur hongrois, Viktor Orbán, a comparé les Roms aux migrants, estimant qu'ils étaient un mauvais exemple d'intégration. Cette remarque laisse entendre que, à ses yeux, les Roms ne sont pas de « vrais » Hongrois. Son chef de cabinet, Janos Lazar, a lui aussi déclaré que « les Hongrois n'avaient pas été capables d'intégrer » les Roms, avec lesquels ils vivent « depuis six cents ans ».

« Un réseau transnational »

Au mois de janvier, le gouvernement slovaque a présenté un plan de lutte contre la « criminalité rom ». Du pur « racisme institutionnel » émanant d'un ministère tenu pourtant par un parti social-démocrate (SMER-SD), selon le Centre européen pour les droits des Roms.

Ce programme, stigmatisant, a été dévoilé à la presse devant un camp rom, près d'une ville de l'est

du pays. La Slovaquie entend aussi mettre en place un registre des délits commis spécifiquement au sein de cette communauté, ce qui semble contraire aux réglementations communautaires.

« Mais cette loi ne passera pas : on va faire plier le gouvernement », assure un participant à la manifestation hongroise. Il tient à rester anonyme, parce qu'il représente la communauté rom dans des instances dépendantes des pouvoirs publics à Budapest, mais se félicite : « C'est plutôt nouveau de voir des Roms défiler dans toute l'Europe contre le racisme. Nous sommes en train de constituer un véritable réseau transnational. »

Les agressions sont dorénavant méticuleusement recensées, sur Facebook. « Les informations venant de l'autre bout du continent arrivent dans les villages les plus reculés, explique Bela Racz. Que les persécutions aient lieu en Italie, en Ukraine ou en Hongrie, nous réagissons de plus en plus de manière groupée. Nous assistons à une mutualisation de nos luttes et c'est très positif. »

D'ailleurs, pour clore la manifestation, un orchestre de musique traditionnelle a certes offert au public quelques classiques du répertoire local, comme *Les Roses rouges* ou *Les Montagnes de Csitar*. Mais il a aussi joué *Djelem, djelem* : l'hymne des Roms du monde entier. ■

BLAISE GAUQUELIN